

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche-sur-Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche-sur-Yon, le 02 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUHTAMAKI LA ROCHELLE - HLR

4 rue des Ponts Neufs
BP 6
85770 L'Île-d'Elle

Références : D23.0227

Code AIOT : 0006300911

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement HUHTAMAKI LA ROCHELLE - HLR implanté 4 rue des Ponts Neufs à L'Île-d'Elle (85770). L'inspection a été annoncée le 26/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure du 19 janvier 2021 relatif aux rejets aqueux et de l'action nationale sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUHTAMAKI LA ROCHELLE - HLR
- 4 rue des Ponts Neufs BP 6 85770 L'Île-d'Elle
- Code AIOT : 0006300911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HUHTAMAKI exploite, sur la commune de l'Île d'Elle, une usine de fabrication d'emballages de type « fibres moulées » à partir de déchets de papier et de carton.

Soumise à autorisation au titre de la législation ICPE, et visée par la réglementation européenne IED (grandes installations polluantes) pour son activité papetière, elle est réglementée par l'arrêté

préfectoral n°18-DRCTA/J/1-622 du 24 octobre 2018 l'autorisant, après régularisation, à augmenter la capacité de son usine.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau (mise en demeure du 19/01/2021, sécheresse, eaux pluviales, eaux souterraines)
- Risques (parc matières premières)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
1	Rejet eaux industrielles n°3 - Débit, DCO, DBO ₅ et MES	AP de Mise en Demeure du 19/01/2021, art. 1 et 2	/	Astreinte
2	Rejet eaux techniques n°4 - MES et température	AP de Mise en Demeure du 19/01/2021, art. 1 et 2	/	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée
4	RSDE - Périodicité de la mesure	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.2.3	/
5	RSDE - Substances visées par un objectif de suppression	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 4.3.9.1	/
6	Eaux pluviales - Fréquence de contrôle	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.2.3	/
9	Etude technico-économique de réduction de la consommation d'eau	AP Complémentaire du 03/10/2019, article 2 et 3	/
11	Surveillance des sols et des eaux souterraines - Programme	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.2.4	/
12	Etude de réduction des risques - Parc de stockage de matières premières	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.2.2	/

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée
3	RSDE - Surveillance pérenne	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.2.3	/
7	Prélèvements et consommation d'eau - Suivi	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 4.1.1	/
8	Prélèvements et consommation d'eau - Quantités	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 4.1.1	/
10	Prescriptions sécheresse	Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 4.1.3	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que les rejets aqueux ne sont pas conformes, en particulier pour les paramètres DCO (dépassement permanent de la VLE) et débit (dépassement fréquent) pour les eaux industrielles, et MES (dépassement fréquent) pour les eaux techniques. Compte tenu de l'ampleur et de la durée des dépassements, une sanction administrative est proposée. Il est toutefois noté que des actions correctives représentant un investissement supérieur à 7 M€ sont en cours de déploiement pour un achèvement prévisionnel fin 2025/début 2026.

Des actions de réduction des prélèvements d'eau ont été mises en œuvre et se sont concrétisées par une baisse de 13% des prélèvements dans le canal de Pomère entre 2019 et 2022. L'exploitant poursuit ses réflexions et actions pour identifier de nouvelles pistes de réduction.

Si l'exploitant semble avoir pris la mesure des enjeux environnementaux liés à ses activités, il doit poursuivre le travail engagé en s'appropriant les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation, notamment en ce qui concerne les eaux pluviales et la surveillance des eaux souterraines.

2-4) Constats hors points de contrôle

Au cours de la visite de terrain, il a été constaté que les modifications portées à la connaissance du préfet en 2021 (nouvelle ligne de production et nouveau bâtiment de stockage de produits finis) ont été mises en œuvre sans apporter les réponses à la demande de compléments du 6 avril 2021 (non conformité à l'article R512-46 du Code de l'Environnement). Il est toutefois noté que les prélèvements en eau n'ont pas augmenté suite à cette modification. L'exploitant a également indiqué que le nouveau bâtiment de stockage était sprinklé et scindé en 3 cellules de stockage séparées les unes des autres par des parois et portes coupe-feu (ce qui n'était semble-t-il pas mentionné dans le dossier de porter à connaissance).

Il y a lieu de régulariser au plus vite la situation en actualisant le porter à connaissance de manière à prendre en compte la réalité des modifications opérées et à répondre aux compléments demandés par courrier préfectoral du 6 avril 2021.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Rejet eaux industrielles n°3 - Débit, DCO, DBO₅ et MES

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/01/2021, articles 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Article 1 - La société HUHTAMAKI La Rochelle exploitant une installation de fabrication d'emballages de type « fibres moulées » sise 4, rue des Ponts Neufs sur la commune de l'île d'Elle est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral N°18-DRCTAJ/1-622 autorisant après régularisation la société HUHTAMAKI La Rochelle à augmenter la capacité de l'usine de fabrication d'emballages de type « fibres moulées » du 24 octobre 2018 en justifiant sur une période de trois mois le respect des articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral N°18-DRCTAJ/1-622 dans un délai de 15 mois à compter de la notification du présent arrêté. Article 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.
Constats : Concernant le point de rejet n°3, la mise en demeure porte sur le respect, sur 3 mois consécutifs, des valeurs-limites imposées pour les paramètres débit, DCO, DBO ₅ et MES. Le délai de mise en conformité est échu depuis le 20 juillet 2022. L'exploitation des données d'autosurveillance du rejet n°3 sur la période du 1er janvier 2021 au 31

mars 2023, transmises par l'exploitant via l'application GIDAF, permet d'établir les constats suivants (cf. annexe du présent rapport) :

- débit journalier : la valeur-limite, fixée à 1100 m³/j, est dépassée au minimum 2 fois par mois avec un maximum de 27 dépassements sur 31 mesures journalières en mars 2021. Absence de respect de la valeur-limite sur 3 mois consécutifs ;

- DCO : la valeur-limite en concentration, fixée à 140 mg/L, est dépassée en permanence. La concentration moyenne mensuelle varie de 220 mg/L (septembre 2022) à 666 mg/L (mars 2021) ;

- DBO₅ : la valeur-limite en concentration, fixée à 45 mg/L, est dépassée en permanence à l'exception d'une période de 3 mois consécutifs (du 1^{er} juillet au 1^{er} octobre 2022). Sur cette même période de 3 mois, la valeur-limite en flux, fixée à 49,8 kg/j, est également respectée ;

- MES : la valeur-limite en concentration, fixée à 45 mg/L, est respectée sur une période de 6 mois consécutifs (du 1^{er} octobre 2021 au 1^{er} avril 2022). Sur cette même période de 6 mois, la valeur-limite en flux, fixée à 49,5 kg/j, est respectée du 3 novembre 2021 au 28 février 2022 soit sur un peu plus de 3 mois consécutifs.

En conclusion, la mise en demeure n'est pas respectée pour les paramètres débit et DCO.

Observations : Un audit du traitement des eaux par le bureau d'études IRH a été lancé en novembre 2020. Le rapport correspondant a été établi le 6 août 2021. Il conclut que le système de lagunage n'est pas suffisamment dimensionné (temps de séjour et surface insuffisants au regard de la charge polluante à traiter). Il doit par conséquent être complété. La solution retenue par l'exploitant est la combinaison des traitements suivants, définis par IRH :

- Remplacement du décanteur actuel par un canal dégrilleur et un tamis ;
- Mise en place d'un bassin tampon, d'un prétraitement physico-chimique par coagulation-floculation-flottation et d'une filière de prétraitement des boues (filtres-presses) ;
- Remplacement du traitement biologique actuel par un MBBR (Moving Bed Biofilm Reactor : épuration biologique par cultures fixées fluidisées) en amont des lagunes. Il serait retenu de conserver les lagunes actuelles pour décanter les boues qui pourraient s'échapper du MBBR ainsi qu'en tant que traitement de finition.

L'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux. Le coût d'investissement total est d'environ 7 M€ (hors coût du génie civil). Ce coût des travaux est intégralement supporté par l'exploitant (pas de subvention de l'agence de l'eau en raison de la mise en demeure). Le coût annuel de fonctionnement est de 330 k€.

Les travaux ont débuté en octobre 2022 avec la mise en place du canal dégrilleur dont l'inspection des installations classées a pu constater le fonctionnement. Compte tenu de l'ampleur et de la complexité du chantier en raison de la nature des terrains, ils devraient s'achever fin 2025 pour une installation opérationnelle dans le courant du 1^{er} trimestre 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 2 : Rejet eaux techniques n°4 - MES et température

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/01/2021, articles 1 et 2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Article 1 - La société HUHTAMAKI La Rochelle exploitant une installation de fabrication d'emballages de type « fibres moulées » sise 4, rue des Ponts Neufs sur la commune de l'île d'Elle est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral N°18-DRCTAJ/1-622 autorisant après régularisation la société HUHTAMAKI La Rochelle à augmenter la capacité de l'usine de fabrication d'emballages de type « fibres moulées » du 24 octobre 2018 en justifiant sur une période de trois mois le respect des articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral N°18-DRCTAJ/1-622 dans un délai de 15 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.
<p>Constats : Concernant le point de rejet n°4, la mise en demeure porte sur le respect, sur 3 mois consécutifs, des valeurs-limites imposées pour les paramètres MES, température et DBO₅. Le délai de mise en conformité est échu depuis le 20 juillet 2022.</p> <p>L'exploitation des données d'autosurveillance du rejet n°4 sur la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 mars 2023, transmises par l'exploitant via l'application GIDAF, permet d'établir les constats suivants (cf. annexe du présent rapport) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES : absence de respect de la valeur-limite, fixée à 45 mg/L, sur 3 mois consécutifs ; - température : des dépassements sont fréquemment constatés sur les périodes estivales au cours desquelles la valeur-limite de 35°C est dépassée plusieurs fois par mois. Toutefois, la valeur-limite de 30°C est respectée depuis le 3 octobre 2022 ; - DBO₅ : aucun dépassement de la valeur-limite en concentration, fixée à 45 mg/L, n'est constaté depuis le 1^{er} février 2021. <p>En conclusion, la mise en demeure n'est pas respectée pour le paramètre MES.</p> <p>Observations : L'exploitant s'est engagé à remplacer, à partir de juin 2023, les filtres à sable par un dispositif de filtration plus performant avec nettoyage en continu en vu de réduire les MES rejetées dans le milieu naturel.</p> <p>Concernant la température, le point de mesure est actuellement localisé en sortie d'usine : les mesures ne sont donc pas représentatives de la température au point de rejet. L'exploitant projette donc de déplacer le point de mesure au 3^{ème} trimestre 2023.</p> <p>Le coût de ces travaux est estimé à 350 k€.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 3 : RSDE - Surveillance pérenne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée : (Extraits)</p> <p>Paramètres concernés : AOX, hydrocarbures totaux, indice phénols, cuivre, zinc, cadmium, plomb, mercure, nickel, nonylphénols, trichlorométhane, DEHP, PFOS, dioxines, HBCDD, chrome.</p> <p>Trois campagnes de mesures initiales espacées chacune d'un mois permettent de fixer en accord avec l'inspection des installations classées dans un délai maximum de douze mois à compter de la notification du présent arrêté la fréquence d'autosurveillance de ces substances. Ces campagnes pourront être renouvelées pour tout polluant spécifique de l'état écologique local identifié comme à l'origine d'un impact total et susceptible d'être rejeté par les installations. Ces campagnes de mesure sont aussi le cas échéant étendues à l'issue d'une analyse prospective aux substances recensées par l'exploitant susceptibles de présenter des enjeux pour le milieu aqueux (produits chimiques et encres utilisés ainsi que sous-produits de dégradation). L'analyse prospective et le cas échéant les campagnes de mesure permettent de statuer sur la pertinence ou non d'effectuer un suivi environnemental de ces autres substances.</p>
<p>Constats : L'inspection du 30 novembre 2021 a permis d'identifier les substances dangereuses retenues pour une surveillance pérenne, ainsi que les fréquences de surveillance. Ainsi, une surveillance annuelle a été demandée, à partir de 2022, pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rejet n°3 : indice phénols, AOX, zinc, nonylphénols, DEHP, chrome ; - rejet n°4 : AOX, zinc, trichlorométhane (chloroforme).

La surveillance des autres paramètres n'a pas été jugée nécessaire en raison de résultats inférieurs aux limites de quantification.

Une analyse des paramètres précités a été réalisée en octobre 2022 sur les deux points de rejets. Les résultats ont été déclarés sur GIDAF. Les concentrations mesurées sont inférieures aux valeurs-limites fixées à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Observations : La déclaration dans GIDAF des résultats de mesure comporte une erreur d'unité pour les paramètres suivants : zinc (rejets n°3 et 4), chrome et indice phénols (rejet n°3). En effet, l'unité de déclaration sous GIDAF de ces paramètres est le µg/L alors que les valeurs saisies correspondent aux concentrations mesurées en mg/L.

Pour information, selon les données du site Internet <https://www.labeau.ecologie.gouv.fr/>, le laboratoire IANESCO n'est pas agréé pour l'analyse des nonylphénols.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : RSDE - Périodicité de la mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

(Extraits)

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre pour la périodicité de la mesure :

- AOX : journalier si flux supérieur à 2 kg/j sinon annuel ;
- Indice phénols : journalier si flux supérieur à 500 g/j sinon annuel ;
- Zinc : mensuel si flux supérieur à 500 g/j, trimestriel si flux supérieur à 200 g/j sinon annuel ;
- Chrome : mensuel si flux supérieur à 100 g/j, trimestriel si flux supérieur à 20 g/j sinon annuel ;
- Nonylphénols : mensuel si flux supérieur à 5 g/j, trimestriel si flux supérieur à 2 g/j sinon annuel ;
- DEHP : mensuel si flux supérieur à 5 g/j, trimestriel si flux supérieur à 2 g/j sinon annuel ;
- Chloroforme : mensuel si flux supérieur à 100 g/j, trimestriel si flux supérieur à 20 g/j sinon annuel.

L'analyse est réalisée sur un échantillon moyen prélevé sur 24 h.

Constats : Les flux mesurés lors de la campagne annuelle d'octobre 2022 ne remettent pas en cause la fréquence annuelle de suivi à l'exception du DEHP. Pour ce dernier, le flux mesuré étant de 18,75 g/j, un suivi mensuel aurait dû être mis en œuvre dès réception des résultats (novembre 2022). Les analyses ont été réalisées sur un échantillon moyen prélevé sur 24 heures.

Observations : L'exploitant s'est engagé à assurer un suivi mensuel du DEHP. Les résultats devront être transmis via l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : RSDE - Substances visées par un objectif de suppression

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

(Extraits)

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions à compter du 01 janvier 2023 et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 02 février 1998 modifié qui stipule :

" Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée.

L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.

Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution."

Constats : Les paramètres nonylphénols et DEHP, présents dans le rejet n°3 (eaux industrielles), sont visés par la présente prescription.

L'exploitant a effectué en novembre 2021 une analyse de ces 2 paramètres dans les eaux d'alimentation de l'usine, prélevées dans le canal de Pomère. Les résultats montrent que la présence de ces deux polluants dans le rejet n°3 n'est pas due aux eaux d'alimentation. Néanmoins, l'exploitant n'a pas poursuivi ses investigations pour identifier l'origine de ces polluants et mettre en œuvre des solutions de réduction.

Observations : L'exploitant doit déterminer l'origine de ces deux polluants (matières premières, produits chimiques utilisés) et examiner la possibilité de réduire voire supprimer leur présence dans les rejets, en particulier en agissant, si possible, sur le choix des matières premières. En effet, le DEHP est un composant qu'il est possible de trouver dans des emballages en papier plastifié.

Il est noté qu'un traitement complémentaire des eaux va être mis en œuvre à l'horizon fin 2025 (cf. point de contrôle n°1). L'exploitant déterminera si ce traitement peut avoir un effet bénéfique sur les concentrations en nonylphénols et DEHP dans ses rejets.

Ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Eaux pluviales - Fréquence de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

(Extraits)

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre (Rejets n°1 et 2) :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
DCO sur effluent brut non décanté	1314	Ponctuel	Annuel	Annuel
MES	1305	Ponctuel	Annuel	Annuel
Hydrocarbures totaux	7009	Ponctuel	Annuel	Annuel

Constats : Aucune analyse des rejets d'eaux pluviales au point n°1 et 2 n'a été effectuée. Il s'avère que selon l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 24/10/2018, le point de rejet n°1 est confondu avec le point de rejet n°4 (eaux techniques) et le point de rejet n°2 est confondu avec le point de rejet n°3 (eaux industrielles). Il n'est donc pas possible de distinguer les eaux pluviales des eaux industrielles et techniques traitées sur ces points de rejet. Il convient de noter que le suivi des eaux techniques traitées est réalisé en sortie des filtres à sables, avant mélange avec les eaux pluviales. Pour les eaux industrielles, l'exploitant a indiqué que dans le cadre de son projet de traitement de ces eaux, il envisage de reconfigurer la collecte des eaux pluviales rejoignant le point de rejet n°3.

Il a été relevé lors de la visite terrain que :

- les eaux pluviales du secteur ouest sont, depuis peu de temps, partiellement collectées pour être traitées dans un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le fossé par lequel transitent les eaux techniques propres (traitées) avant rejet ;
- le point de rejet n°1 vers le contre-bot de Vix est devenu inaccessible ;
- le reste des eaux pluviales ruisselant sur des surfaces imperméabilisées de la partie sud de l'usine (hors lagunes) ne sont a priori pas collectées et rejoignent en grande partie, compte tenu de la configuration du site et de la topographie apparente, le fossé précité. Il a été constaté que ces dernières, du fait de la présence d'un stockage temporaire de balles de papier en attente d'utilisation, sont potentiellement polluées. Elles ne peuvent donc pas rejoindre le milieu naturel sans s'assurer qu'elles respectent les valeurs-limites prescrites à l'article 4.3.11. Il y a donc lieu soit de supprimer tout stockage susceptible de polluer les eaux pluviales rejetées au milieu naturel sans traitement, soit de collecter ces eaux pluviales et le cas échéant les traiter pour qu'elles respectent les valeurs-limites de l'article 4.3.11.

Observations : Une analyse annuelle du rejet du séparateur d'hydrocarbures doit être réalisée (eaux pluviales du secteur Ouest). La première analyse doit être effectuée dans les meilleurs délais, et en tout état de cause sous 15 jours.

Les éléments de la demande d'autorisation d'exploiter de 2017 relatifs aux eaux pluviales ayant été modifiés, il y a lieu de porter à la connaissance du préfet l'ensemble des modifications effectuées conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement. Ce porter à connaissance devra notamment comporter un plan des réseaux contenant l'ensemble des informations visées à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24/10/2018. Au besoin, un relevé topographique sera réalisé afin de déterminer les différents secteurs de collecte des eaux pluviales de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prélèvements et consommation d'eau - Suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

(Extraits)

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée (Prélèvement dans le canal de Pomère, utilisation dans le procédé, utilisation au titre des eaux techniques et non recyclées et eau de ville). Ces dispositifs sont relevés hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Constats : La conduite de prélèvement dans le canal de Pomère est équipée d'un compteur permettant un suivi quotidien des quantités prélevées.

Un compteur placé d'une part en sortie de la bêche à eau et d'autre part en entrée du réseau d'alimentation des pompes à vide permet un suivi quotidien des eaux utilisées dans le procédé de fabrication, de celles pour les pompes à vide et de celles recyclées.

Le réseau d'eau potable est équipé d'un compteur relevé mensuellement : cette fréquence apparaît adaptée, hors période de sécheresse, à l'usage actuel de l'eau potable (usage sanitaire, réseau incendie et préparation des colorants) ; la production de produits finis exigeant de l'eau potable pour des raisons de sécurité sanitaire a été définitivement arrêtée (barquettes alimentaires).

Le suivi est informatisé.

La prescription est considérée comme respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau - Quantités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

(Extraits)

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (*) (m³/an)	Débit maximal	
				Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j) (**)
Eau de surface (rivière, lac, etc.)	Canal de Pomère	N6119002	624000	100	2400
Réseau d'eau	Eau de ville	-	36150	5,8	139

(*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés hebdomadaires pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur
(**) : en cas de relevé hebdomadaire, le débit moyen journalier ne doit pas dépasser le débit maximal journalier mentionné ci-dessus

Constats : Le contrôle n'a porté que sur les prélèvements annuels et journaliers.

* Prélèvement annuel d'eau du canal de Pomère :

- 2018 : 575098 m³,
- 2019 : 584524 m³,
- 2020 : 633260 m³,
- 2021 : 523943 m³,
- 2022 : 510214 m³.

A l'exception de l'année 2020, les valeurs sont conformes. La valeur pour l'année 2020 s'explique par une consommation anormalement élevée pour les pompes à vide en raison d'un problème de recyclage sur le mois d'avril 2020.

* Prélèvement journalier dans le canal de Pomère sur les 12 derniers mois (du 01/05/2022 au 10/05/2023) : sur 375 mesures journalières, il est relevé 7 dépassements ponctuels (sur 24h, sauf dans un cas, dépassement sur 48h) variant de 2404 à 3214 m³/j concentrés pour l'essentiel sur la période estivale. Aucun dépassement n'est relevé depuis le 21/10/2022.

* Prélèvement annuel d'eau du réseau public :

- 2020 : 35401 m³,
- 2021 : 42854 m³.
- 2022 : 33 593 m³

A l'exception de l'année 2021, les valeurs sont conformes. La valeur pour l'année 2021 s'explique par des fuites sur le réseau de sprinklage. Les valeurs en moyenne journalière calculée à partir des relevés mensuels sont conformes pour 2022 (79,3 m³/j à 120,4 m³/j).

La prescription est considérée comme respectée.

Observations : l'exploitant doit veiller à respecter les valeurs-limites journalières imposées, de surcroît en période estivale, période la plus propice pour des alertes sécheresse. L'origine des dépassements doit être recherchée et tracée, ainsi que les actions correctives mises en œuvre. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Etude technico-économique de réduction de la consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/10/2019, articles 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Article 2 L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé : <ul style="list-style-type: none">- des prélèvements ;- des consommations d'eau des processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages....)- des dispositifs de surveillance- des mesures à mettre en œuvre face à un risque de pénurie. Ce diagnostic doit permettre de définir les actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution à mettre en place. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de situation hydrologique critique (et donc limitées dans le temps). [...] Article 3 Le diagnostic, l'analyse technico-économique et l'échéancier est envoyé à l'inspection des installations classées dans les 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'étude telle que prescrite par l'arrêté préfectoral du 03/10/2019 n'a pas été réalisée. Toutefois, l'exploitant a engagé diverses mesures de réduction de la consommation d'eau depuis 2019. Ces actions se sont concrétisées par une réduction des prélèvements dans le canal de Pomère de près de 13% entre 2019 et 2022 comme le montre le suivi exposé au point de contrôle n°8. Parmi les actions mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none">- mise en place d'un variateur sur les pompes de prélèvement,- mise en place d'une régulation de niveau sur la bêche d'eau de process,- amélioration de la recirculation des eaux dans la zone de fabrication de la pâte à papier. La remise en état du réseau de sprinklage en 2022 s'est également traduite par une réduction notable de la consommation d'eau potable, de près de 20 % entre 2021 et 2022. Enfin, l'exploitant va mettre en place d'ici la fin de l'année 2023, 18 compteurs supplémentaires répartis en différents points du procédé pour affiner le diagnostic des consommations d'eau, réduire le temps de détection/d'intervention lors des dysfonctionnements éventuels et établir un plan d'actions visant à poursuivre la réduction des prélèvements. La prescription est considérée comme partiellement respectée.
Observations : L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois une note détaillant : <ul style="list-style-type: none">- d'une part les actions mises en place (description, date de mise en œuvre, coût,...) pour réduire les prélèvements d'eau (eau du canal et eau potable) et les résultats obtenus,- d'autre part les actions à venir pour poursuivre la réduction des prélèvements. La pose de compteurs supplémentaires ayant pour objectif d'affiner le diagnostic des consommations, l'exploitant doit s'engager sur la réalisation d'une nouvelle étude contenant l'ensemble des éléments prescrits par l'arrêté préfectoral du 03/10/2019 dans un délai d'un an après la pose des compteurs supplémentaires et en tout état de cause avant le 31/12/2024.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prescriptions sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable. Il doit en outre, mettre en œuvre, les mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée suivant les dispositions ci-après, lorsque, dans la zone d'alerte où il est implanté, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise. ».</p> <p>L'exploitant met en œuvre des mesures spécifiques pendant les périodes de sécheresse.</p> <p>L'exploitant définit un programme gradué et proportionné de réduction de ses consommations d'eau en fonction des différents niveaux de sécheresse. Il définit également des consignes à destination de ses salariés pour mettre en œuvre ce programme.</p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant met en œuvre progressivement les mesures suivantes qui sont toutes appliquées en situation de crise :</p> <ul style="list-style-type: none">- Limiter les nettoyages de sols de l'usine en particulier dans la zone de production et privilégier le balayage au lieu du nettoyage à l'eau autour des têtes machines,- Limiter les nettoyages à l'eau des fosses sous machine et parc matière première,- Interdire le nettoyage des véhicules,- Réagir immédiatement en cas de détection de perte d'eau pour la faire cesser : coupure du circuit, réparation,....- Promouvoir l'utilisation rationnelle de l'eau et sensibiliser le personnel sur les consignes anti-gaspillage. <p>Les consommations d'eau nécessaires pour la sécurité des installations sont exclues de ces dispositions : alimentation des bassins d'eau d'extinction incendie,...</p>
Constats : L'exploitant a fourni un document établi en 2019, intitulé "adaptation des prescriptions en cas de sécheresse". <p>Ce document définit d'une part les mesures mises en œuvre entre 2013 et 2019 pour réduire de façon pérenne la consommation d'eau, et d'autre part les actions pouvant être mises en œuvre de façon graduée en fonction des niveaux atteints lors de périodes de sécheresse. Pour ces dernières actions :</p> <ul style="list-style-type: none">- en cas d'atteinte du niveau "alerte" : réduction des nettoyages à l'eau, consigne auprès du personnel pour limiter l'usage de l'eau et information en cas de détection de fuite (gain estimé : 5 m³/j) ;- en cas d'atteinte du niveau "alerte renforcée" : arrêt de lignes de production, le choix des lignes étant décidé en fonction de l'impact financier, du nombre de personnes mises en chômage technique et du risque de perte de clients. Le document de l'exploitant détaille, pour chaque ligne, le gain en termes de réduction des prélèvements, le nombre de personnes en chômage technique, la perte de chiffre d'affaires et l'estimation du risque de perte de marché. <p>L'exploitant indique que durant l'épisode de sécheresse 2022, certaines machines ont été arrêtées. Ces arrêts ont toutefois été motivés par des raisons techniques (températures trop élevées pour un fonctionnement normal de la machine concernée). Il est difficile d'évaluer l'économie en prélèvement d'eau, les mois d'été se traduisant habituellement par une consommation plus élevée en eau en raison de la température de l'eau (moins de recirculation pour les eaux techniques). De juin à septembre 2022, le nombre total d'heures d'arrêt des machines a été de 5348 h pour un volume potentiel d'heures de fonctionnement de 24176 heures.</p> <p>La prescription consistant à la définition d'un programme de réduction des consommations d'eau est considérée comme respectée. L'inspection des installations classées rappelle qu'un contrôle</p>

inopiné pourra être diligenté en cas de nouvel épisode de sécheresse en 2023 afin de s'assurer de la mise en œuvre effective des actions définies par l'exploitant dans son document.

Observations : L'exploitant projette de réviser son document pour tenir compte de l'évolution des données et connaissance depuis 2019.

L'exploitant est invité à tracer les actions mises en œuvre en cas de sécheresse et d'évaluer les économies d'eau ainsi réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance des sols et des eaux souterraines- Programme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 10.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant propose à l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines, précisant : la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus. La fréquence de surveillance ne pourra être inférieure à cinq ans pour les eaux souterraines et à dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution, qu'il conviendra de décrire. Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable de l'inspection des installations classées.

L'exploitant est cependant dispensé de cette surveillance des sols et des eaux souterraines tant qu'il peut justifier que l'activité n'implique pas l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Cette justification est alors tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

La surveillance des sols est effectuée a minima sur les points référencés dans Le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 10.2.4.1 du présent arrêté et le réseau doit être constitué au minimum d'un piézomètre amont et de deux piézomètres aval.

Constats : Le site dispose de 5 piézomètres. Le programme tel que prescrit ci-dessus n'a pas été établi.

Toutefois, l'exploitant a fait réaliser en novembre 2018 une campagne de mesure des paramètres suivants dans les eaux souterraines : hydrocarbures totaux, COHV, nitrates, 2-butoxyéthoxyéthanol, 1-méthoxy-2-propanol, pH, glycols, brome. Une campagne similaire a également été effectuée en 2014.

Le rapport établi par DEKRA à la suite de la campagne de 2018 fait état des résultats et remarques suivantes :

- le piézomètre Pz3 n'a pas pu être prélevé (destruction de l'ouvrage),
- présence de traces de bromures libres sur l'ensemble des piézomètres analysés, en légère augmentation sur certains piézomètres par rapport à la campagne de 2014,
- présence de traces d'hydrocarbures totaux sur Pz2 et Pz4. La teneur en ces composés était inférieure à la limite de quantification en 2014,
- les constats relevés lors des mesures ont mis en exergue des eaux très boueuses pouvant donner

lieu à des erreurs de mesures des niveaux d'eau. Ainsi, l'esquisse piézométrique du toit de la nappe n'a pas pu être réalisée pour cette campagne (incertitude trop importante),
 - DEKRA recommande " de réaliser un nettoyage à l'air lift de l'ensemble des ouvrages sans aucune certitude sur la viabilité de cette opération. En effet, il est envisageable que les caractéristiques techniques du tubage en slot de 0.5mm ne soit pas adéquate au vu des terrains et qu'un comblement des ouvrages ne soit inéluctable au cours du temps. Il aurait été nécessaire d'installer du tubage avec des slot de 0.1mm. "

Observations : L'exploitant a produit, au cours de l'inspection, un rapport rédigé en 2001 par un hydrogéologue du conseil départemental qui conclut à l'absence de nécessité de mettre en place un suivi piézométrique, en raison notamment de la nature argileuse des sols. Ce rapport était joint à la demande d'autorisation de 2017 qui a abouti à l'arrêté préfectoral du 24/10/2018.

Des piézomètres ont, malgré tout, été mis en place et font l'objet d'un suivi qui semble montrer que leurs caractéristiques techniques ne sont pas adaptées à la nature des terrains.

L'exploitant doit donc clairement se positionner, avec l'appui d'un hydrogéologue agréé, sur la nécessité d'une surveillance des sols—et des eaux souterraines. Cette analyse fait l'objet d'un rapport détaillé et conclusif qui sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois. Dans le cas où un suivi s'avèrerait nécessaire, l'exploitant justifiera dans le rapport le choix des paramètres suivis et leur fréquence de suivi. Dans le cas où un suivi ne serait pas nécessaire l'exploitant exposera dans le rapport les éléments le justifiant en conformité avec la prescription préfectorale ci-dessus.

il convient de noter que les dispositions des points IV.b) (surveillance des eaux souterraines) et IV.c) (surveillance des sols) de l'article 6bis de l'arrêté du 2 février 1998 s'appliquent au site HUHTAMAKI à compter du 1^{er} juillet 2023. Il y a donc lieu d'en tenir compte dans le rapport demandé ci-dessus.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Etude de réduction des risques - Parc de stockage de matières premières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2018, article 9.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude technico-économique en vue de restructurer son parc de stockage de matières premières avec pour objectif de garder dans le périmètre autorisé du site les flux thermiques de 3 KW/m2 tout en respectant les dispositions applicables de la MTD 42 relative à la gestion des matières premières.

Constats : L'étude technico-économique prescrite n'a pas été réalisée. Cette étude doit être remise à l'inspection sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet